

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre. Paris (2^e)

Comment avec la sueur des bagnards on enrichit les colons

Poursuivant la campagne commencée, le Comité met, aujourd'hui sous les yeux de l'opinion publique des faits ayant trait à l'exploitation des bagnards militaires par les colons et entrepreneurs qui opèrent dans le nord de l'Afrique.

Nous laissons la parole à notre camarade Torlac, récemment libéré.

« Oui, il faut poursuivre la campagne pour la suppression de Biribi. Aussi, comme je tiens à apporter à cette œuvre ma contribution d'efforts, je vous prie de publier ce qui suit :

« Nous étions cinquante détenus dans un camp situé à Tierville, dépendant du pénitencier de Bossuet (province d'Oran). Nous travaillions pour un sieur Mouriez, gros colon de l'endroit, exploiteur de haute volée.

« Notre tâche consistait à déboiser des forêts pour en faire des terres cultivables. Ce travail était extrêmement pénible. La main-d'œuvre civile contait trop cher et le rendement était insuffisant.

« Aussi, le nommé Mouriez demanda et obtint de la Portion Centrale de Bossuet cinquante détenus, dont l'entretien, nourriture et couchage compris ne revenait qu'à 2 fr. 20 par jour et par homme. Il était certain que le rendement serait supérieur à celui de la main-d'œuvre civile, parce qu'il connaissait les moyens pour « vaincre » les chauchous et nous faire rendre le maximum.

« Notre exploitateur voulait bien descendre jusqu'à nous allouer une prime variant de 0 fr. 30 à 0 fr. 65 par jour, afin que nous puissions améliorer notre ordinaire. Quelle aubaine !

« La besogne était dure ; le soleil tapait ferme sur nos pauvres carcasses. Les chauchous voulaient gagner le pot-de-vin ; l'entrepreneur était rapace et l'ordinaire insuffisant.

« Le 4 juillet 1917, l'un de nous, René Sado, de la classe 1914, libérable dix jours plus tard, tomba malade, pris de fièvre.

« Le chaouch Perrin, commandant le camp, le fit mettre en cellule, au lieu de le faire soigner.

« Dans un accès de fièvre, Sado, qui devait être gracié le 14 juillet, voulut sortir de la tente. Les tirailleurs indigènes qui le gardaient lui firent les sommations. Il n'entendit pas, ou ne comprit pas. Il fut abattu par une brute qui tira dessus à moins de 50 centimètres.

« Sado est enterré au cimetière de Mascara. Ses parents ont été avisés qu'il était mort de maladie. Je proteste contre ce mensonge abominable. Il fut tué à bout portant par un des tirailleurs préposés à sa garde. Voilà la vérité.

« Le pénitencier de Bossuet était commandé à cette époque par le capitaine Lombard, dit « Jambe de laine ». Je connais les témoins des faits, et je vous ferai parvenir leurs noms.

« Continuez votre campagne contre cette chose abominable « Biribi ». Que tous les anciens bagnards aient le courage, eux qui savent, de vous renseigner, et bientôt, édifiée, l'opinion publique tout entière réclamera avec vous la suppression des bagnes d'Afrique, de tous les bagnes.

« Une fraternelle poignée de main. »

« TORLAC. »

Oui, tu as raison, camarade, que tous les libérés nous aident et nous obtiendrons gain de cause. Mais un peu plus d'empressement serait nécessaire. La commission va revenir. Elle va déposer son rapport et le nôtre n'est pas encore assez complet.

Aussi, que tous nos amis se hâtent de nous renseigner. Qu'ils adressent leurs lettres à Pommier, 120, rue Marcadet, Paris (18^e), qui les utilisera au mieux.

Mais faites vite, le temps presse et il faut agir. Allons, les libérés, un peu de courage, que diable !

Le Comité de Défense Sociale.

Attention !

Encore cinq jours, et nous serons le 20. Les thunes ne rentrent pas assez. Les groupes font peu d'effort.

Avertissons les camarades, sans vaines phrases, que s'ils ne mettent pas plus de hâte pour aider le Libertaire, c'en sera bientôt fini.

LA TERRE TREMBLE EN OCÉANIE

Un village englouti Des centaines de morts

Encore une catastrophe sismique. Le séisme s'est produit en Océanie, à Batavia.

Voici le premier télégramme reçu :

« Batavia, 14 novembre. — Plusieurs seismes sismiques qui se sont produites mercredi et jeudi ont provoqué de forts tremblements. De nombreux villages indigènes du district de Kedoc ont été détruits.

« L'un de ces villages a été détruit dans une rivière et a complètement disparu.

« Le nombre des tués dépasse 300 et il y a plusieurs douzaines de manquants.

« Le centre de perturbation se trouve à Quonosobo, où tous les bâtiments se sont écroulés. »

Libérez Bouvet

Le Sénat a enfin repris l'éternelle discussion de l'Amnistie. Que de paroles creuses ont été, sont et seront encore échangées à ce sujet, chaque discoureur ne s'occupant en l'occasion que de faire ressortir sa personnalité, plutôt que guide par un sentiment humanitaire.

Et dire que pendant ce temps là-bas, dans la prison de Fontevrault, un jeune homme, presque un enfant, agonise, un bras paralysé, miné par la tuberculose, menant une vie lamentable qui n'est qu'un affreux martyre, et pourtant de tortures, de souffrances, qu'à-t-il fait ?

Dans un geste de révolte consciente, écarquillé des abus de toutes sortes qui l'entourent, des crimes qui se commettent (et se commettent, hélas ! encore chaque jour), il a sorti un revolver de sa poche et a tiré... en l'air ! Crime honteux que celui de prendre les nuages comme cible et surtout de donner la rousse à un premier citoyen de la République !

La condamnation, dictée à l'avance, équivaut à une condamnation à mort. Frêle, maladif, Bouvet ne pouvait résister à la peine qui lui était infligée : la triste preuve du présent vient malheureusement confirmer en tous points ces dires, car si, dans un délai très court, sa mise en liberté n'est pas une chose accomplie, « Bouvet ne sera pas plus qu'un cadavre ».

Qui attendez-vous encore, gouvernements, pour faire le geste qui s'impose ? Croyez-vous que l'amnistie parçommeuse dont quelques-uns ont profité peut-être aussi les imprimés, les lettres recommandées et les chèques postaux.

Ouvrez les prisons, supprimez Biribi

Vous ne pouvez persister à laisser souffrir et périr celui dont le geste n'a été fait que dans un sens de protestation, résultant de l'éccomme bien compréhensible qui gagne tous ceux qui se donnent un peu la peine de penser et de réfléchir.

Bouvet n'a ni tué ni blessé personne ; le plus longtemps serait un crime dont vous auriez voire grande part de responsabilité.

Rendez Bouvet aux siens en le remettant immédiatement en liberté.

M. THEUREAU.

LE FAIT DU JOUR

A quand cette Amnistie ?

Le Sénat discute l'amnistie. Ou plutôt, il la dissèque, la rogne, la réduit, lui enlève une par une toutes les parties qui lui donnent l'apparence d'une amnistie véritable.

Quand l'aura ainsi amenée à l'état de caricature, la loi d'amnistie retournera à la Chambre. Après plusieurs tours de navette de ce genre, on présentera au public quelque chose d'informé, ne satisfaisant aucunement l'opinion publique.

Le gouvernement d'Herriot fera comme Poncet Pilate. Il fera retomber la responsabilité sur les vieux bonzes du Luxembourg.

Toujours l'éternelle comédie. Et pendant que les pitres des deux assemblées amusent la galerie, les pauvres victimes qui, au bagne ou dans les maisons centrales, attendent avec anxiété l'amnistie, attendent encore.

Quand l'auront-ils enfin votée, cette amnistie, et quelle sera-t-elle ?

Nous sommes déjà fixés à présent. Ce n'est pas dans les paroles parlementaires que l'on trouvera la pitié pour ceux qui souffrent. Ils consentent à s'en occuper, c'est parce qu'ils l'ont promis à leurs électeurs et qu'il leur serait tout de même difficile de dire trop crûment : « Maintenant que nous sommes au pouvoir, nous nous en fichons. » Mais ils s'arrangent pour tenir le moins possible et le plus tard possible leurs promesses.

L'amnistie ne sera complète que lorsqu'un vaste courant populaire l'aura imposée aux gouvernements.

Nous devons nous remettre à la besogne d'agitation, et sans perdre de temps. Les malheureux qui souffrent attendent de nous cet effort. Nous ne serions pas dignes de notre idéal si nous les abandonnions aux mains des politiciens.

POMMIER.

Mussolini aux abois

Ça va mal pour le dictateur fasciste d'Italie. Anciens combattants et mutilés l'avaient déjà abandonné depuis l'agression du 4 novembre. Aujourd'hui, voici Giolitti et les giolitians qui lui tournent le dos avec mépris.

Enfin, la nouvelle venue de France d'une prochaine expédition des garibaldins contre la dictature achève de mettre aux abois l'illustre Benito.

En effet, durant toute la journée d'hier, à Rome, le bruit a couru qu'une insurrection contre le dictateur était imminente, et qu'une force révolutionnaire venant de France et dirigée par le général Garibaldi, pénétrerait en Ligurie. Le *Popolo d'Italia*, dont le rédacteur en chef est Arnaldo Mussolini, le frère du dictateur, a averti les Chemises noires qu'une tentative armée était à craindre et qu'il fallait prévenir la tentative par un acte foudroyant de violence.

Dès lors, Mussolini concentre des troupes à la frontière française et fait surveiller les côtes par des torpilleurs.

A l'intérieur du pays les manifestations se poursuivent.

Les inspecteurs de la brigade mobile ont procédé, à Reims, à l'arrestation de deux anarchistes espagnols, José Rodriguez et Serreno Blaz, accusés de fournir des armes et des munitions au Comité révolutionnaire des Espagnols à Paris.

La police avait été avisée, il y a quelques jours, par M. Villain, entrepreneur de récupération, de l'existence d'un dépôt de caisses de grenades dans le massif du Morillon, sur l'ancienne ligne de feu.

Les inspecteurs firent une enquête et apprirent que ces munitions étaient destinées à José Rodriguez, établi coiffeur à Reims. Ils surveillèrent étroitement la maison, et virent arriver mercredi, à la tombée de la nuit, une voiture à bras chargée de quatre lourdes caisses que l'on déchargea dans la boutique du coiffeur. Les inspecteurs pénétrèrent dans la maison et arrêtèrent Rodriguez ainsi qu'un autre Espagnol, Serreno Blaz, manœuvre. Ils saisirent les

LE BLOC DES GAUCHE AU SECOURS DE PRIMO

On arrête à Reims deux espagnols pour trafic d'armes

C'est toujours la manière démocratique. On écrit de belles déclarations dans la presse. Frossard, Charles Lussy, tous les perp's de la police, assurent à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

D'après le *Petit Parisien*, Rodriguez aurait déclaré que les grenades lui étaient destinées et qu'il avait chargé un Marocain de les lui amener pour le Comité de Paris.

Malgré ses protestations d'innocence, Blaz a été gardé, comme Rodriguez, à la disposition de la justice.

Le *Petit Parisien* ajoute que « l'enquête de la police va se poursuivre activement sur les faits et sur les relations des deux Espagnols. »

C'est donc ainsi que le gouvernement du Bloc des Gauches garde la neutralité entre le dictateur Primo et ses adversaires politiques ?

On arrête et l'on poursuit Rodriguez et Blaz parce qu'ils veulent envoyer des armes en Espagne à ceux qui veulent défendre la liberté du peuple. Et l'on ne poursuit ni arrête les grands armuriers officiels qui ne se privent pas de fournir des munitions et du matériel de guerre aux pires aventuriers de l'étranger...

O hypocrisie, tu es la vertu essentielle des gens de gouvernement ! O hypocrisie, mère de toute diplomatie, seule l'Anarchie te rendra impossible parmi les hommes

L'Espagne s'agit contre Primo de Rivera

Malgré la censure très sévère et les déments persistants de l'ambassade espagnole, des nouvelles parviennent d'Espagne qui nous démontrent que la dictature est sérieusement secouée dans ses assises.

« Un mandat de Saint-Sébastien au *Daily Express* que la Catalogne et la Navarre sont en effervescence. Lundi et mardi derniers, on a procédé à 152 arrestations. »

Ces quatre lignes suffisent à nous faire deviner la gravité des événements qui se sont déroulés en Espagne et qui peuvent être sortis en train de rebondir — vers la Révolution !

Cambrioleurs de prisons

Dans cette société qui ne se maintient que par le vol organisé, le brigandage officiel et l'assassinat légal, le cambriolage ne nous indigne guère. Mais quand les cambrioleurs prennent une prison pour siège de leurs exploits — surtout quand c'est une prison militaire, les « malfaiteurs » nous deviennent dans l'occurrence particulièrement sympathiques.

L'argent qui sert à entretenir des garçons-chiourmes et à réparer les serrures des cellules n'a rien de respectable. Il vaut mieux le dépenser à quoi que ce soit, le gaspiller même : c'est ce que firent les deux accusés qui comparaissaient hier devant le conseil de guerre du Mans. Nous ne pouvons les en blâmer.

Voici l'histoire :

Dans la nuit du 6 au 7 septembre, la prison militaire du Mans était cambriolée, le bureau de l'agent principal Davy était ouvert par effraction, et un coffre-fort pesant 60 kilos était descendu et emporté. On le retrouva dans un fossé, à quelques centaines de mètres de la prison. Il avait été défoncé et 5.390 fr. 80 qu'il renfermait avaient disparu.

L'enquête révèle immédiatement que le cambriolage avait été commis par un détenu, Charles Janssens, originaire de Dunkerque, qui s'était entendu avec un maréchal des logis surveillant, Prot Roger-Marcel, et avait obtenu de celui-ci qu'il ouvrirait sa cellule et qu'il l'aiderait à emporter le coffre-fort. Les deux réfractaires furent arrêtés deux jours après à Alençon où ils avaient été déposés.

Prot et Janssens comparaissaient devant le Conseil de guerre du 4^e corps d'armée, siégeant au Mans. Ils ont reconnu tous les faits et se sont partagé les responsabilités.

Après cinq heures de débats, le Conseil de guerre auquel 33 questions étaient posées, a rendu un jugement de culpabilité mitigé par l'admission des circonstances atténuantes.

Il a condamné le maréchal des logis Prot Marcel-Roger, à deux ans de prison, et le détenu Janssens Charles-Arthur à cinq ans de prison.

Puissent-ils arriver encore à s'échapper de leur nouvelle prison après en avoir vidé la caisse. Mais que, cette fois-ci, ils soient plus prudents dans leurs dépenses.

Dictature militaire et bêtise

Un de nos camarades cheminots qui n'est pas militaire pour un sou (pas même pour l'armée rouge), reçut dernièrement le pouvoir suivant :

« Ordre de punition. — Par ordre du ministre de la guerre, il est prescrit au réserviste D... de se rendre le... à la caserne C... pour y subir une punition de quatre jours de prison encourue pour le motif suivant : ne s'est pas rendu à la caserne, où il était convoqué, pour déclarer sa profession ; a répondu au gendarme qui s'est présenté à son domicile qu'il se moquait des convocations d'ordre militaire et qu'il ne dérangeait pas quelqu'un soit le motif. »

« Le présent ordre donne droit aux prix réduits sur les voies ferrées, aller et retour. »

Malgré le

Vivre simplement

La simplification de la vie est la règle générale du bonheur.

La société capitaliste, dans ses formes les plus anciennes comme les plus nouvelles, a engendré une foule de besoins qui sont nés de ses vices, de ses passions, de la loi de l'or, du marchandage éhonté et du dévouement qui remplace le plaisir.

L'homme est fait pour le bonheur, mais dans la limite où la jouissance de ce bonheur n'annihile pas ses facultés, ne détruit pas son esprit, ne blesse pas sa chair, et l'élève jusqu'aux hautes régions où il peut penser librement et agir harmonieusement.

Qui dit rénovation par l'idéal libertaire et qui dit instauration d'une société neuve ne veut pas dire maintien et extension des malpropres délices, antihumains, antinaturals, dans lesquels se complaisent des individus amateurs de fleurs du mal.

Les Grecs disaient : « Une âme saine dans un corps sain ».

N'hésitons pas à le répéter après eux, sans attacher d'autre importance aux termes spiritualistes de cette formule.

Que deheurs que de douleurs et que de malheurs seraient évités si les camarades voulait concevoir une félicité simple, hors des complications bizarres et si l'on voulait concevoir la vie du point de vue « naturel », sans chercher à se construire un décor fallacieux qui leur masque la vérité.

Souvent, les dissents qui naissent entre une compagne et son compagnon viennent de ce leur de faux luxe, de faux espoir de « vivre sa vie », dont elle se bercé dans des songes mémorables, ou bien du désir d'immédiate jouissance brutale, qui sommeille au fond du mûre aveuglé de désir.

Qui dit anarchiste, ne dit pas « être privé de volonté ». La volonté, hors de toute définition classique, n'est-elle pas simplement une sorte de clarté, de sincérité, qui illumine la route à suivre pour parvenir à un minimum de résultats tangibles, pour n'être point emprisonné dans les ombres d'un monde injuste, qu'il s'agit de dominer et de réformer.

Il faut prendre et goûter le suc de toutes choses, avec discernement, avec goût, avec cette élégance souveraine qui est, à elle seule, une morale esthétique.

Nous ne devons pas, comme les joueurs capitalistes, fonder notre plaisir sur la souffrance, la contrainte, l'envie et la misère.

Notre plaisir doit être pur, comme l'onde transparente, comme la lumière des plus beaux jours, comme l'unique volonté des plus beaux livres.

Il ne s'agit pas de se contraindre par une sorte de vice restrictif, de se passer de ces douceurs qui stylisent la banalité de certaines heures mélancoliques.

Il s'agit d'aimer les biens de la nature, les séductions de l'esprit et de la chair, dans la mesure où elles ne créent pas, autour de nous, de la douleur immémorée ou des désastres trop prévus.

Il s'agit de savoir, en se développant, se contenter sans exagération, et respecter le honneur des autres en construisant sa propre félicité.

Nous sommes d'ailleurs en pleine période de lutte, de renversement, de révolution, et le combat quotidien exige ce que, faute de mot meilleur, j'appellerai des verlus vivantes.

Notre idéal postule l'organisation de notre vie, et l'abstraction de certains de nos désirs. Il veut aussi bien l'exclusion de la joie jouisseuse que du désespoir mortel.

Les banquets de Lucifer, les orgies de Pétrone, les soudours du Régent, les fêtes de la Troisième République, les cabarets à cocotte et à ivrognes, laissent-ils à ceux qui ramassent l'argent dans le sang du peuple. Ce ne sont pas des exemples de bonheur. Ce ne sont que des signes monstrueux de la décadence des riches, à travers les âges.

Ce qu'il nous faut, pour être heureux, dans la mesure du possible, et pour donner des leçons de bonheur, c'est concevoir la vie noblement et sincèrement, et faire dire de nous que, dans ce monde si mal fait, nous avons su déjà construire les fondements de notre édifice social.

Guy SAINT-FAL.

A MARSEILLE

UNE GRANDE MANIFESTATION EN FAVEUR DES ESPAGNOLES

Le meeting de protestation, organisé à la halle à la Bourse du Travail, salle Février, à Marseille, le 12 novembre, avait réuni plus de trois milliers d'auditeurs.

Les militants, dans leur exposé sur la situation actuelle, ont traité les gouvernements de Primo de Rivera comme une officine de détracteurs et d'assassins sociaux.

Une grande protestation s'est élevée au siège lorsque le gouvernement d'Herriot fut mis sur la sellette, à cause des arrestations de nos camarades révolutionnaires espagnols sur le territoire français et livrés aux autorités espagnoles, ainsi que les brutalités exercées contre nos camarades arrêtés.

Une bonne soirée de propagande révolutionnaire.

À bas la dictature de Primo de Rivera.

Vive la Révolution espagnole. Une collecte à la sortie a produit une somme de deux cents francs.

EN SEINE-ET-OISE

Groupe régional de Bezons

La dernière réunion du groupe a été une réunion réconfortante. On sentait chez chaque camarade le désir de faire beaucoup pour la propagande et l'action.

Après le compte-rendu du Congrès de l'U. A., c'est à l'unanimité que les amis ont décidé d'organiser le groupe sur des bases solides. Chaque copain s'estimé librement une cotisation mensuelle de 5 francs. La Fédération recevra également chaque mois un versement régulier du groupe.

Pour ce mois-ci (novembre), 150 francs ont été envoyés à l'U. A., 15 francs à la Fédération de la Seine et 40 francs au *Libertaire*, sans compter les thunes qui ont été versées individuellement à l'administration du *Lib.*

La prochaine réunion du groupe aura lieu le dimanche 23. Que tous les anars et sympathisants de la région en prennent note.

Pour le groupe : LE MEILLEUR.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

Les Etats-Unis représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

À la fin de l'année 1923, le gouvernement des Etats-Unis fit publier des statistiques au sujet du travail des enfants durant 1920. On peut lire que près de deux millions d'enfants de six à quinze ans sont occupés dans les diverses branches de l'industrie américaine.

La plus grande partie d'entre eux sont occupés à l'industrie cotonnière où les plantations de l'Amérique du Nord. Surveillance étroite par un contremaître, ces pauvres petits doivent travailler dix à douze heures par jour, dans d'insupportables conditions. Quant au salaire qui leur revient, il suffit tout juste pour les empêcher de mourir de faim.

Si le gouvernement, qui est le protecteur des exploiteurs, fait publier ces faits monstrueux, il est facile de comprendre que la réalité est plus terrible encore.

Ainsi, par exemple, on a trouvé à New-York des enfants de trois ans, lesquels, avec leurs parents, travaillaient, dans des logements glacés, à la confection des coiffes employées pour les chapeaux de femmes. Un correspondant d'un important journal bourgeois, *La Tribune*, révèle un terrible fait d'une petite ville de pêcheurs où les enfants travaillent avec leurs parents à la mise en boîtes du poisson : leurs petites mains sont blessées, crevassées, couvertes de callosités. Le nombre de ces jeunes salariés est de plus de deux millions, parmi lesquels beaucoup sont moins de six ans.

Le rapport gouvernemental traite de l'an 1920. Mais depuis cette époque, l'armée des enfants travailleurs croît de jour en jour, car depuis 1916, les capitalistes ont le droit d'opprimer et d'exploiter les enfants.

C'est en effet cette année-là que la plus haute cour des Etats-Unis proclama que pour ne pas anéantir la « Liberté » et la « Constitution », il doit être donné à tout enfant de la « liberté » de travailler. Cela signifie que le capital a le droit d'exploiter les enfants dès le plus jeune âge.

Elle cependant les tenants de Gompers et autres « ouvriers » de la même saucie, regardent en silence comment des milliers d'enfants sont sacrifiés sur l'autel du Capital.

De Senniutu, n° 1. Traduit de l'Esperanto.

FEDERATION ANARCHISTE PARISIENNE

Comité d'initiative

Par suite d'impossibilité de réunir cette semaine le Comité d'Initiative de la région parisienne, nous avisons tous les délégués du Parti socialiste ont acheté de se désériter aux yeux du prolétariat révolutionnaire. Désormais aucun orateur de la deuxième Internationale ne pourra plus, dans aucun meeting, dans aucune réunion ouverte, se présenter sans qu'ils méritent de s'entendre crier : « Subventionnés de mouchards, chefs de mouchards, mouchards ! »

Mais leurs collègues du groupe communiste au Parlement n'ont pas le droit, parce qu'ils n'ont pas voté ces crédits pour la France, de mépriser ceux qui ont accordé à M. Herriot la possibilité d'entretenir des traités parmi les rangs des exploités. N'ont-ils pas leur Tchéka en Russie et à l'étranger ?

Leurs maîtres n'usent-ils pas des mêmes procédés de mouchardage et de provocation par l'intermédiaire d'agents secrets qui s'infiltrent dans les usines, dans les ateliers ? Et n'y a-t-il pas à Moscou des « crédits destinés aux agents occultes de la sécurité générale » ?

Seuls les anarchistes sont contre toutes les polices, parce qu'ils sont contre tous les gouvernements. Ils ont seuls le droit de faire honte aux Lénin Blum et aux Lebas qui viennent, une fois de plus, en volant 9 heures précises, salles Garrigues, 20, rue Ordener (Nord-Sud : Torcy).

À la suite des décisions du Congrès sur le principe d'organisation des anarchistes, nous demandons à tous les délégués de groupes de bien vouloir être présents à cette séance.

L'ordre du jour est important et nous prévenons que seuls les délégués auront accès au C. I. Les généraux ou les partisans du laissez-faire et du laissez-dire sont priés de ne pas se déranger.

Au C. I. nous devons y travailler sérieusement et non pas passer notre temps à épucher des cancan.

Soyons des hommes !

N'hésitons jamais, sur le chemin à prendre, l'hésitation et la timidité, sont les deux vices qui perdent les hommes les plus robustes.

En outre, vivons pour nous ; c'est le seul moyen d'être heureux sur cette terre où les bourgeois sont ingrats et individualistes !

Même aux heures les plus tristes et les plus difficiles, même aux plus fortes secousses morales que nous recevons, sachons rester calme et maître de nous, ne pas nous décourager. D'ailleurs nous ne attaçons jamais trop aux choses et aux êtres, car du jour au lendemain nous pouvons être privés de nos jouissances les plus chères ! Rien sur la terre, ne saurait nous arrêter !

Et dans la vie : N'envisons jamais ceux qui sont plus heureux ou plus riches que nous, car le bonheur est capricieux, tel qui est heureux aujourd'hui, demain peut perdre ce bonheur et alors le chagrin qu'il en éprouvera fera de sa vie un véritable enfer !

Nous ! qui n'avons jamais connu le bonheur nous n'éprouverons jamais l'insécurité déresse morale de le perdre !

Laissons aussi de côté, la vanité, l'orgueil, les préjugés, tout cela dépense bien inutilement nos forces morales !

Riches de nos idées, de nos idées seulement allons sans crainte affronter les pires orages de la vie, nous serons toujours sûrs d'en sortir en grands vainqueurs moraux !

Maurice BEAUDIMENT.

FEDERATION DES JEUNESSES SYNDICALISTES DE LA SEINE

Samedi 15 novembre, à 20 h. 30

Salle de l'Egalité

17, rue de Sambre-et-Meuse

Grande Soirée Artistique

suivie de bal de nuit

Prix d'entrée : 3 francs. Entrée gratuite pour les enfants. Métro : Combat.

Pour le groupe : LE MEILLEUR.

Aux 16.000 lecteurs de l'« Humanité du Midi » défunte

Camarades,

A la suite d'une gestion admirable et une rédaction comme jamais n'en vit, le grand régional moscovite a succombé, engloutissant l'argent des pauvres bougres.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons qu'elle est la situation des enfants en Amérique.

Le travail des enfants aux Etats-Unis

représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc

A travers le Monde

ANGLETERRE

SIR AUCKLAND GEDDES CONTRE LE SOCIALISME

Londres, 14 novembre. — Dans un discours prononcé à une réunion de la Chambre de Commerce de Liverpool, sir Auckland Geddes, ancien ambassadeur britannique à Washington, a déclaré :

« La preuve existe qu'une influence allemande s'exerce dans le mouvement socialiste. Derrière ce fait il faut voir une grande jalouse à l'égard de l'empire britannique. Je considère que notre œuvre doit être de poursuivre la lutte pour sauvegarder notre empire et l'héritage de nos ancêtres : la liberté et le contrôle démocratique ! »

« Le socialisme a amené le peuple à vivre dans des conditions comparables à celle des serfs. »

Lord Derby qui prit ensuite la parole exprima sa conviction que les travailleurs britanniques « avaient le cœur absolument sain, et que leur patriotisme défait toute discussion. »

C'est partout la même histoire. D'un côté les bourgeois patriotes voient la main de l'Allemagne dans tous les mouvements sociaux. De l'autre, les socialistes peuvent être considérés comme « des patriotes déifiant toute discussion ». On l'a bien vu en France lors de la querelle, lorsque leurs dirigeants furent parmi les protagonistes de cette sacrée Union qui prolongea la guerre.

L'AUTORITE DE LA SOCIETE DES NATIONS

Londres, 14 novembre. — Du « Times » : La date de demain a été choisie par le conseil de la Société des Nations pour l'évacuation par la Grande-Bretagne et la Turquie des délocalisés de part et d'autre de la frontière provisoire entre l'Irak et l'Anatolie, où leur présence était contraire aux décisions prises à Bruxelles le 29 octobre.

Il est de l'intérêt de la Turquie aussi bien que de la Grande-Bretagne que les décisions préliminaires de la S. D. N. soient ponctuellement observées. C'est une affaire d'une non moins grande importance pour la Société elle-même. Si sa volonté devait ne pas prévaloir dans un cas où deux pays ont placé volontairement devant elle leur différend, le résultat serait pour le moins décourageant pour tous ceux qui comptent sur son arbitrage rendu obligatoire.

L'autorité de la S. D. N. en voilà une bonne blague, tant que tout le monde sera soumis aux forces de l'autorité. Comment vont que des pouvoirs autoritaires, même unis dans un but de paix, puissent donner autre chose que des discours, des vœux, des motions, du vent !...

ALLEMAGNE

LES POPULISTES

ET LES PROCHAINES ELECTIONS

Berlin, 14 novembre. — D'accord avec les populistes bavarois, le centre a décidé de ne pas présenter en Bavière aucun candidat aux élections au Reichstag et aux élections municipales, de même que le parti populaire bavarois a renoncé, de son côté, à présenter des candidats en dehors de la Bavière. Dans le Palatinat, les deux partis présenteront des listes séparées.

BELGIQUE

L'ASSASSINAT D'EDMOND GILLES

Bruxelles, 13 novembre. — Edmond Gilles, président du syndicat des ouvriers verriers, personnalité en vue du mouvement ouvrier en Belgique, a été assassiné jeudi, vers 21 heures, dans les circonstances suivantes :

M. Gilles se trouvait avec sa fille et une servante, dans la cuisine de la maison qu'il occupe à Lodelinsart, lorsqu'on frappa à la porte d'entrée. La servante qui alla ouvrir se trouva en présence d'un homme vêtu d'un pardessus, chassé pantoufles et masqué. Aux cris poussés par la bonne, M. Gilles accusa.

L'inconnu, tirant un revolver, fit feu à cinq reprises dans la direction du président de l'Union verrière, qui s'affissa mortellement blessé.

La victime avait été antérieurement l'objet de plusieurs attentats.

Depuis quelques semaines, M. Gilles recevait de nombreuses lettres anonymes de menaces.

ILLUSIONS perdues

par Honore de Balzac

TROISIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

En disant ces paroles vivement, elle regarda celui qu'on appelait le grand Cointet, et lui fit baisser les yeux. Elle acquit ainsi la preuve de la trahison de Cézire.

Ce Cointet, le directeur de la papeterie et des affaires, était beaucoup plus habile commerçant que son frère Jean, qui conduisait d'ailleurs l'imprimerie avec une grande intelligence, mais dont la capacité pouvait se comparer à celle d'un colonel tandis que Boniface était un général auquel Jean laissait le commandement en chef.

Boniface, homme sec et maigre, à figure jaune comme un cierge et marbrée de plaques rouges, à bouché serrée, et dont les yeux avaient de la ressemblance avec ceux des chats, ne s'importait jamais ; il écoutait avec le calme d'un dévot les plus grosses injures, et répondait d'une voix douce, il allait à la messe, à confesse et communiant. Il cachait sous ses manières patelinées, sous un extérieur presque mou, la ténacité, l'ambition du prêtre et l'avidité du négociant dévoré par la soif des richesses et des hommes.

Dès 1820, le grand Cointet voulait tout ce que la bourgeoisie a fini par obtenir à la

ÉTATS-UNIS

GIGANTESQUE INCENDIE DANS UNE FABRIQUE DE SALPÈTRE

Des milliers de personnes sans abri

New-York, 14 novembre. — Un formidable incendie s'est déclaré ce matin dans une usine de salpêtre de Jersey City.

Peu avant midi, le feu a gagné six grands bâtiments occupés par une raffinerie de sucre, puis, continuant ses ravages, a détruit dans l'après-midi trois grands blocs de matériau d'habitation.

Dix personnes sont manquantes et douze pompiers ont subi un commencement d'asphyxie. Des milliers de personnes sont sans abri.

A l'heure actuelle, le sinistre qui n'a pu encore être maîtrisé, a causé des dégâts s'élevant à plusieurs millions de dollars.

HEDJAZ

LE ROI ALI DEFAIT PAR LES WAHABITES

Le Caire, 14 novembre. — Une information de la Mecque annonce que les Wahabites ont infligé une grave défaite aux forces du roi Ali venant de Djeddah.

JAPON

L'ORGANISATION FASCISTE

A Tokio, le ministère de la guerre travaille à la création d'une puissante organisation fasciste.

C'est une légion composée d'anciens soldats et officiers qui ont appartenu auparavant à la Zaïgo Gunjin Hai. Le ministère de la guerre ordonne à cette légion de fusionner avec la Haïku Tai qui est l'organisation fasciste japonaise. La Haïku Tai comprend plusieurs commissions dont une, sous le nom de commission de renseignements, centralise tout ce qui concerne les grèves et se charge d'espionner le mouvement ouvrier.

LEURS DIVIDENDES

Rambouillet, 14 novembre. — A Chevigny, deux poseurs de la voie, M. Bespond, âgé de 48 ans et Hardy, 25 ans, ont été tués par un train. Tous deux ont succombé.

— A Vitry, en gare de marchandises, M. Victor David, 68 ans, 4, avenue de Chanzy est tué par une rame en manœuvre.

— A Brest, le bateau de pêche « Rose », monté par le patron François Cloarec, Jean Nédélec, matelot et Yves Floch, mousse, a coulé en rentrant au port de l'Aberwrac'h. Seul M. Cloarec put être recueilli par le sloop « Jeanne ».

— A Porspoder, une « plate » montée par MM. Jean Richard, officier marinier et Jean Cleach, 18 ans, sombre. Jean Cleach a péri.

Ceux qui ne veulent pas payer

Montpellier 14 Novembre. — Sur mandat du parquet de la Seine, un commissaire de police et un expert ont perquisitionné chez un notaire et dans divers établissements financiers de Montpellier, Béziers et Céte.

Des valeurs ou actes divers ont été saisis, et des oppositions ont été faites dans des banques.

Il s'agit d'une affaire de dissimulation de bénéfices de guerre concernant une entreprise de wagons-reservoirs, mais on ne saura fixer sur les conséquences de ces opérations policières qu'après le rapport des experts.

Douarnenez n'aura pas sa rue « Louise-Michel »

La ville de Douarnenez désirait donner une de ses rues le nom de « Louise-Michel ». Le préfet et le ministre s'y sont opposés et évidemment le Conseil d'Etat leur a donné raison.

Il semble tout de même que le nom de « Louise Michel » dit autre chose que celui de Foch ou de Clemenceau dont on a imposé le déshonneur à tant de cités.

Chez les faiseurs de lois

LES COMPAGNIES MARITIMES S'ENRICHISSENT A NOS DÉPENS

La séance du matin à la Chambre des Députés a été consacrée à la continuation de l'examen du budget des Travaux publics, section des ports, marine marchande, etc., etc...

Canavelli, premier orateur, proteste parce qu'on distribue les rapports concernant les discussions quelques heures seulement avant la séance. Cela prouve que les trois quarts des députés ne doivent rien comprendre de ce qui se discute.

Canavelli demande au gouvernement s'il a l'intention sérieuse d'abroger les décrets Rio et de faire appliquer les lois ouvrières dans la marine. On nous l'a promis : « Je me méfie toujours quand un ministre déclare spontanément qu'il respectera ses engagements. »

Après lui, Morinard critique, l'arbitraire des Compagnies de navigation, qui n'assurent pas un service suffisant entre l'Afrique et le Nord et la métropole.

Il nous en apprend une bien bonne. L'Etat avait fait construire huit beaux navires, qui coûteront 140 millions. Mais une fois construits, les Chambres réclament de voter les crédits pour les exploiter. Et on les affirme aux Compagnies de navigation pour une réévaluation — tenez-vous bien — de cinq francs par an. On alla même plus fort, on fit pression sur le gouvernement de l'Algérie pour qu'il inscrive un crédit annuel de trois millions à son budget, pour l'amortissement de ces navires, ce qui fut fait.

(Inutile d'expliquer à nos lecteurs la raison pour laquelle le Parlement ne vota pas de crédits d'exploitation, c'est que les Compagnies avaient fait donner d'autres crédits que certains ont encaissé.)

Bouisson dit que le marin français gagne en moyenne 400 francs par mois, alors que le marin anglais en touche de 800 à 900. Il nous apprend aussi que chacun des navires dont on a parlé auparavant rapporte aux Compagnies 200.000 francs par mois.

Le prix du transport du riz est passé de 1 à 1.200 francs.

Le rapporteur Candace fait ensuite un long discours. Il n'est pas contre les huit heures, en théorie, mais en pratique ne voudrait pas qu'on les applique.

Tout son rapport sue le bourgeois exploitant, dont il est le digne représentant. Les droites l'applaudissent.

La Chambre décide de siéger matin et soir le lundi et samedi.

BEAUCOUP DE PAROLES SUR LA VIE CHÈRE

Toute la séance de l'après-midi a été consacrée aux interpellations sur la vie chère. Beaucoup de discours qui ne changeront rien. Mais ça fait toujours bien pour les éléctions.

Mistral, le premier monte à la tribune. Il rappelle les pertes de la guerre. L'augmentation des salaires est un prétexte pour les commerçants d'augmenter leurs prix.

Cercle vicieux. L'Etat doit être le seul importateur de blé, et doit contrôler la production du blé, du sucre, etc.

Avec Bretouille, c'est la même chanson socialiste. Une perle néanmoins à retenir : « Ce n'est pas un texte législatif qui résoudra le problème de la vie chère. »

Il faut rétablir la situation financière, combattre la spéculation, faire de l'Etat le seul acheteur du blé.

Et Beteulle s'en va, après un petit complément sur l'heure de la propreté de l'homme.

Le troisième orateur Compère-Morel, fait un discours un peu moins creux, plus nourri de faits. Il fait le procès de la spéculation et de la concentration capitaliste. Trois cents sociétés anonymes dominent la consommation du pays, deux cartels se partagent la meunerie, trois raffineries ont la moitié de la production du sucre.

Un wagon de choux vendu 1.200 francs à Paris a rapporté 148 francs au producteur, 200 au mandataire, et 700 aux compagnies de chemins de fer.

E. Barthe. — A Carpentras, un lot de tomates vendu trois francs a payé trente francs de transport.

Compère-Morel fait tout un cours d'économie politique, et termine en demandant au capitalisme de faire des sacrifices, en laissant une partie des fortunes.

BILLET ET LE COMMUNISTE

Un incident éclate. La gauche reproche à Billet à la droite, qui réplique en criant : Hennessy !

Les communistes crient les deux noms, mais tombent sur un bœuf. Jean Payra apprend à la Chambre amusée que la liste

l'évite (le nom méridional d'une redingote) en drap couleur marron.

On l'appelait le grand Cointet pour le distinguer de son frère, qu'on nommait le gros Cointet, en exprimant ainsi le contraste qui existait autant entre la taille qu'entre les capacités des deux frères, également redoutables d'ailleurs. En effet, Jean Cointet, bon gros garçon à la face flamande, bruni par le soleil de l'Anjoumois, petit et court, pansu comme Sancho, le sourire sur les lèvres, les épaules épaisses, produisait une opposition frappante avec son ainé. Jean ne différait pas seulement de physionomie et d'intelligence avec son frère, il professait des opinions presque libérales, il était censé gauche, n'allait à la messe que les dimanches, et s'entendait à merveille avec les commerçants libéraux.

Quelques négociants de l'Hommeau prétendaient que cette divergence d'opinions était un jeu joué par les deux frères. Le grand Cointet exploitait avec habileté l'apparence bonhomie de son frère, il se servait de Jean comme d'une masse. Jean se chargeait des paroles dures, des exécutions qui réputaient à la mansuétude de son frère. Jean avait le département des colères, il s'emportait, il laissait échapper des propositions inacceptables, qui rendaient celles de son frère plus douces ; et ils arrivaient ainsi, tout tard, à leurs fins.

Eve, avec le talent particulier aux femmes, eut bientôt deviné le caractère des deux frères, aussi resta-t-elle sur ses garde en présence d'adversaires si dangereux. David, déjà mis au fait par sa femme, écouta d'un air profondément distrait les propositions de ses ennemis.

— Entendez-vous avec ma femme, dit-il aux deux Cointet en sortant du cabinet vitré pour retourner dans son petit laboratoire, elle est plus au fait de mon imprimerie

du communiste Cabanne a reçu 5.000 francs de Billiet, et Marcel Cachin est obligé d'avouer que c'est vrai, et de plaider que s'il y a un malhonnête homme dans un parti, il ne faut pas généraliser.

On entend ensuite le ministre de l'agriculture Queveille faire un discours ministériel, c'est-à-dire creux comme le portemonnaie d'un consommateur.

Le ministre demandera des crédits pour permettre au gouvernement d'acheter du blé, et de jouer ainsi le rôle de régulateur des prix. On pourra faire des ristournes aux meuniers lessés !!!

Quel tripatouillage cache encore ce portemonnaie !

Séance demain matin et après-midi.

En peu de lignes...

Le pickpocket pincé

A la fête foraine Boulevard Rochechouart, de nombreux vols de portemonnaie et de retournes étaient signalés. Piqueaux, 25 ans, 58, rue de Romainville, aux Lilas, a été pincé avec 20 portemonnaies.

Le pharmacien chef de bande

Un pharmacien Armand-Thodule Bonnet, 29, rue Godot de Mauroy avait monté une dragueuse 101 rue des Cerisiers à Colombes. Et le trafic consistait à acheter des marchandises qu'on ne payait pas. Des associés, Alexandre Babin, 1 place de Budapest et Arnaud-Louis Dupuy de Bry-sur-Marne, écoulaient ces marchandises avec une honnête commission.

Le pharmacien faisait de petites commandes qu'il payait pour donner confiance puis il signait des traités, les refusait, demandait des règues d'échéances et commandait toujours.

Les sommes escroquées se montent à 300.000 francs. On n'a retrouvé que 50.000 francs de marchandises chez lui.

Trafic d'or

Tarbes,

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Epilogue de la lutte de classes chez les Marins du Havre

Lors de la dernière grève des inscrits marins du Havre, il se produisit que le *Paris* fut armé par des marins de l'Etat, à l'instar du *Lafayette* et du *France*. Un triste individu, qui s'appelle *DEDEU*, resta tout seul à bord et fit le voyage, reniant les principes de sa classe. Au retour du paquebot, la grève étant terminée, tout l'équipage au grand complet regagna le bord, suivant les instructions de la dernière assemblée générale des grévistes. Seulement, voilà, le renégat fut vué comme quelque chose de *malpropre* et de *puant*, par les co-pains qui ne pouvaient admettre parmi eux la présence d'un "Judas".

Il faut croire que ce fut tenai à cœur à M. *Dal Piaz*, le "Juif" qui est administrateur général de la Compagnie Générale Transatlantique, puisque le lundi 3 novembre 1924, le même individu était réembarqué à bord du *Paris*. Dès son apparition, nos camarades protestèrent contre sa présence parmi eux. Le mardi, ils déclarèrent ne pas vouloir continuer leur travail si cet homme restait à bord. Les autorités ne firent que répondre comme quoi cet homme se trouvait être embarqué par la Compagnie, qu'elles ne pouvaient rien... L'équipage complet mit sac à terre après avoir demandé son débarquement unanimement le jeudi 6 courant, à 13 h. 30, aux autorités du *Paris*, ensuite à l'administrateur de l'Inscription maritime, à 15 heures du même jour. Le débarquement fut refusé.

Tout le personnel ayant décidé de rester sur ses positions, le vendredi, les équipages des navires de la Compagnie Générale Transatlantique présents au port du Havre vinrent soutenir leurs camarades du *Paris* en cessant le travail à bord.

Plusieurs délégués furent envoyées à la Compagnie et à la Marine, successivement les réponses furent toutes négatives.

Samedi le départ du *Paris* devait avoir lieu à 21 heures. L'équipage au complet déclina de se rendre au travail et à 15 heures un quart il arrivait à la coupée, lorsqu'à peine huit de nos camarades eurent monté à bord, la police intervint avec violence contre les retardataires pour les empêcher de franchir le bord. Les hommes furent réfoulés sous les coups de "chocottes" jusqu'en dehors des ponts. Le commissaire central, accompagné de ses officiers de paix, signifia au personnel que la Compagnie refusait de reprendre l'équipage du *Paris*.

Plusieurs camarades ont reçu de nombreux coups de "paumes", étant eux-mêmes tous dépourvus de moyens de riposte.

Le *Paris* est parti armé par un détachement de marins de l'Etat récupéré dans l'ensemble des dépôts de la flotte.

Nous appelons l'attention de la classe ouvrière toute entière pour ce nouvel exploit du *Bloc des Gauches*...

Comment M. Meyer, maire-député, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, donnant son concours le plus entier à M.

Dal-Piaz pour protéger un renard de la grève...

En effet, que peuvent dire les contribuables chargés d'impôts nouveaux ? 150 marins de l'Etat envoyés au Havre pour maintenir le principe intégral d'autorité de la Compagnie Générale Transatlantique, car il paraît que ces messieurs ont estimé qu'il débarquer le *jaune* en question, c'était abandonner une parcelle de prestige moral de leur part. Nous déclarons formellement que le *Bloc National* ne fut pas aussi réactionnaire envers les marins que ne l'est le *Bloc des Gauches*. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est notre opinion... Lorsque les marins du Havre se mirent en grève pour ne pas payer l'impôt sur les salaires, le *Bloc National* ne remplaça pas le personnel du *France* par des marins de l'Etat. Les sommes retenues furent remboursées à tous ceux de nos camarades qui avaient subi les rigueurs de l'inquisition fiscale. Le *France* pouvait réembarquer ses passagers après trois jours d'action avec son même personnel. L'appareillage avait lieu le 12 avril 1923 à 16 heures, au chant de l'*Internationale* au franchissement de la passe, à la plus grande stupefaction des spectateurs sur les quais et des passagers du bord.

Aujourd'hui, après un temps de sept mois du nouveau gouvernement, nous assistons au fait scandaleux que pour un *indésirable* *pistoné* du capital, 150 hommes sont déplacés pour remplacer des marins du commerce.

Qui doit payer les frais de l'affaire ? Les contribuables, et cela pour la consécration d'un *jaune officiel*, tel est le véritable terme qui convient en la circonstance.

Le pays jugera si vraiment c'était bien la peine de changer de gouvernement pour en arriver au galvaudage de ses dernières, comme si bien le faire M. Meyer, maire du Havre, membre du ministère Herriot. Malgré les couleurs dont se pare le sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande, voilà l'avenir de sa préférence personnelle affirmée au grand jour : défenseur du capital armateur, avec lequel il est étroitement acquitté, parce qu'il compte bien sur lui pour les... "municipales" qui approchent.

Mais gare à la bûche, en tant que syndicalistes révolutionnaires, nous proclamons notre ferme volonté d'aller au devant de ce plenum d'origine pour lui crier à la face, en restant uniquement sur le terrain économique, sa bégétie administrative, son aveugle esprit de classe, et gageons déjà que bien des poires qui lui accordèrent leur bulletin s'éloigneront de la politique proclamée par ce gras monsieur, qui grossit considérablement sa fortune sur les cafés et ôte la peine de la bouche aux travailleurs de la mer.

L'épilogue de la lutte des classes, que viennent de vivre les camarades marins du Havre, illustre d'un fait nouveau les annales sociales du Travail maritime.

Henri JULIE,
Secrétaire général des marins
du port du Havre.

Dans le S. U. B.

Evis important. — Un appel d'extrême urgence est fait auprès de tous les militants, délégués de chantier, membres des sections techniques, pour assister à la réunion qui aura lieu aujourd'hui à 18 heures à la Bourse, pour examiner une dernière fois la situation. Tous les chômeurs sont particulièrement priés d'être présents. La démagogie a pris trop de place dans le mouvement syndical, il est temps de passer à un travail utile. Quand le peuple a faim, ce ne sont pas des mots qu'il lui faut, c'est du pain. Vous serez tous présents, ce soir, pour déterminer cette action.

Le Bureau.

Charenton. — Dimanche 16 novembre réunion à neuf heures précises de la Section intercorporative, 26, quai des Carrières.

Il est fait un pressant appel auprès des camarades de cette localité, afin qu'ils soient tous présents à cette réunion. Un délégué du S.U.B. exposerà la situation.

Aux travailleurs de la corporation. — Camarades, depuis un certain temps une campagne abominable est montée contre les militants syndicalistes par le journal *l'Humanité*. Jusqu'aujourd'hui nous n'avons répondu à ces salétes que par le mépris. Maintenant nous ne pouvons plus nous taire, car la perturbation créée par ces ignominies à notre vieux syndicat à l'heure actuelle Section technique du S.U.B., ne peut plus se continuer.

Tout de suite, nous déclarons que nous sommes en plein accord avec le S.U.B., et en syndicalistes sincères, nous mettons ses décisions en application.

Quelles sont donc ces dernières ?

Le S.U.B. entend et prétend être maître de ses directives et de son action. Il n'a pas besoin de mots d'ordre des partis politiques, mots d'ordre appliqués à la lettre par les syndiqués membres du Parti Communiste qui tendent à subordonner l'organisation syndicale à l'emprise de ce parti.

Les syndiqués du S.U.B., en assemblée générale, toutes sections réunies, ont à une écrasante majorité déclaré cela, et se sont considérés comme majeurs, n'ayant besoin d'être dirigés par qui que ce soit.

C'est pour ces raisons que le nommé Vésine, fidèle serviteur du Parti Communiste, nous traite de scissionnistes, d'anarcho-policiers et d'alliés de la bourgeoisie. Camarades serruriers, vous ne tomberez pas dans le piège, vous resterez fidèles aux traditions de votre vieux syndicat qui fut de 1906 à 1914, de ceux qui n'hésitaient pas à marcher de l'avant et à être au premier rang dans l'action.

Vous vous détournez avec dégoût de ceux qui ont amené la division et ont rendu notre organisation impuissante en face d'un patronat cupide et de plus en plus arrogant.

Les vieux militants que vous avez con-

nus dans la bataille restent avec nous, ils ne veulent pas suivre les quelques égarés qui cherchent plutôt leur voie que le bien-être des travailleurs.

Camarades, qui que vous soyiez et quoi que vous pensiez, votre place est parmi nous, débarrassés que nous sommes des querelles politiques; nous ne répondrons plus, car nous n'avons pas de temps à perdre, aux émeutes des démolisseurs de syndicats.

Nous disons que l'heure est venue de se grouper fortement au sein de la section technique de la Serrurerie et Construction Métallique (Section du S.U.B.), afin de pouvoir acquérir le droit à la vie de tous les travailleurs de la corporation.

Donc plus d'attente, tous au syndicat, sans souci des aboiements de quelques roquets qui se croient des loups.

Un groupe de militants serruriers :

Juhel père, Laplante, Pieltin dit Champagne, Chaigneau père, Liéhardt, Doussot, Evautier, Loudeau, Coquin, Schiltz, Cohenec, Lataste, Klein, Andrieux, Vergoujeau, Nozières, Guyon Juhel fils, Chaigneau fils, Bonnin Albert, Lattarv Alphonse, Pichon Emile, Dinant, Rainssant, etc., etc.

N. B. — D'ici quelques jours, une tournée de réunion sera faite dans les ateliers. Il sera de votre devoir de venir nombreux et de nous donner tous les renseignements nécessaires.

Pour tous renseignements concernant la section, s'adresser au Bureau 10, quatrième étage. Pour les cotisations et les adhésions, Bureau 30, même étage, Bourse du Travail.

Section technique des Cimentiers, Mâcon d'Art. — Voici l'hiver avec son cortège de misères et de chômage. Pour n'avoir pas su constituer la force capable d'imposer au patronat les conditions indispensables à notre existence, par les luttes de tendances, les haines qu'elles ont soulevées, ont jeté le désarroi dans notre organisation syndicale.

Pendant ce temps, notre véritable adversaire, le patron, n'a pas hésité à profiter de la situation en avilissant les salaires, en développant de tâcheron, en jetant sur le marché du travail une main-d'œuvre surabondante, inorganisée et docile.

Constat le mal est bien !
Le conjurer est mieux !

Livre, notre syndicat doit immédiatement prendre toutes mesures utiles pour arracher de haute lutte toutes les améliorations par une action corporative méthodique, et le regroupement de toutes les formations ouvrières ayant abandonné le mouvement.

Toutes ces raisons vous font un devoir d'assister à la

GRANDE ASSEMBLEE GENERALE
qui se tiendra dimanche 16 novembre, à neuf heures du matin, Salle Ferrer, Bourse du Travail.

Contre le chômage !

Contre la vie chère !

Pour des salaires meilleurs !

Soyez tous présents.

Le Conseil.

DANS LE LIVRE PARISIEN

Le mouvement linotypiste

La fameuse "énergie" des lins confédérés, signalée par leur organe officiel lundi dernier, s'est traduite par un véritable "dégonflement" — c'est le mot du jour — mercredi dernier à leurs assemblées de l'après-midi et du soir.

Pauvres bougres ! Il aura suffi de la simple menace de lock-out d'un seul patron pour réduire à néant toutes les veillées et promesses d'action enregistrées depuis quel temps.

Il ne se sont point rappelés que le portefeuille du syndicat d'initiative de la presse avait toujours joué ce rôle de briseur de grèves dans tous nos mouvements de revendications. Et cependant on leur avait fait part que le lock-out ne pouvait être que partiel.

Cette reculade est grave. Mais ce qui l'est plus encore c'est le vote d'un ordre du jour admisant à l'avvenir la fixation des salaires à la base des indices officiels.

Ainsi voilà des exploits qui n'obtiennent même pas le relèvement de leur salaire à un taux déjà loin de celui que devrait leur donner le jeu des indices et qui proposent à leurs employeurs de négocier dorénavant sur l'abominable escroquerie que sont ces indices !...

On ne leur en demandait pas tant pour le moment et la capitulation sur le taux de l'augmentation constituait une lâcheté largement suffisante sans l'aggraver encore.

Sûrement, si nous ne réagissons pas, nos patrons auront tort de se gêner et ne manqueront pas, aux prochaines revendications, de nous payer un monnaie de singe !

G. SALQUIN.

— Dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, salle de l'Egalité, 17, rue de Sambre-et-Meuse (Xe) : assemblée générale ordinaire des types unitaires parisiens.

Ordre du jour : Rapport moral ; rapport financier ; les salaires ; questions diverses.

Le Comité syndical.

Aux Métallurgistes
SYNDIQUES OU NON

La section des métallurgistes autonomes de Montrouge organise le dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, une Conférence éducative sur le syndicalisme avec le concours d'un camarade du Conseil.

A tous ceux qui ont souffert de la politique dans les syndicats.

A tous ceux qui ont à cœur de défendre leur droit à l'existence sans avoir recourt aux arrivistes.

A tous ceux qui sincèrement veulent l'Unité.

A tous les révoltés nous disons : Venez avec nous !

La Section autonome des Métallurgistes.

CHEZ LES COCHERS ET CHAUFFEURS

Mise à l'index

A la suite d'une réunion, les camarades chauffeurs de la Société des Monoplaces ont formulé les revendications suivantes : 50 % sur la recette taximètre, les conducteurs payant l'essence au prix commercial. Une délégation se présente pour en discuter avec la direction. Ce fut de la part de cette dernière une réponse négative et des propositions ridicules.

Les camarades consultés ont décidé de laisser les voitures au garage.

Le Comité de grève se tient toujours à la disposition de la direction pour reprendre les pourparlers, en attendant son bon vouloir. **Cette maison est à l'index.**

Nous comptons sur la corporation qui saura en cette circonstance faire son devoir de solidarité.

Le Bureau.

Fédération du Nord et du Pas-de-Calais

Le camarade Dussart Charles, secrétaire de la Fédération, prie les secrétaires de groupe ou individuels de bien vouloir lui envoyer leur adresse pour se mettre en rapport avec lui. Dussart Charles, 92, rue de l'Industrie, Onnaing (Nord).

COMMUNIQUES SYNDICIAUX

Syndicat International Autonome du Chauffage. — Le syndicat Autonome du Chauffage rappelle à ses adhérents que l'A.G. se tiendra dimanche matin, à 9 heures, salle du bas-étage droit, Bourse du Travail. L'autonomie confie son petit bonheur de chemin et des nouvelles directives, qui redonneront une nouvelle vigueur à notre syndicat, y seront prises, c'est pourquoi nous aurons à cœur d'y assister.

Le conseil, dans sa réunion du Jeudi 13 novembre, blâme le gouvernement Herriot de son attitude honteuse vis-à-vis de nos camarades espagnols, et espère que le triomphe de nos camarades espagnols, traqués par le fascisme international.

Charcutiers, Salaisonniers. — Assemblée générale trimestrielle, aujourd'hui 15 courant, à 21 heures, salle de l'Union des Syndicats de la Seine, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Ordre du jour : Rectification des demandes d'adhésion ; lecture des procès-verbaux ; questions diverses. La carte confédérale sera exposée à l'entrée.

Syndicat Autonome des Ouvriers en Chaussettes et Parties s'attachant à la réunion du conseil, samedi 15 novembre, à 14 h. 30, bureau 14, 2^e étage. Très urgent.

Aux Coiffeurs du 5^e — Rendez-vous tous les dimanches à 14 heures, Café 17, rue des Ecoles. Visite des patrons réfractaires de la semaine anglaise. Les camarades ont le devoir d'assister nombreux à ces sorties, car ils n'ignorent pas que la semaine anglaise n'est pas définitivement acquise dans ce quartier, et qu'il sera une grande faute de leur part de se désinteresser de cette question si importante pour notre bien-être.

Emballeurs, Caisses, Boîtes. — Nous invitons les camarades à assister à la réunion corporative qui aura lieu mardi 13 courant, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à 20 h. 30. Questions urgentes : réponse patronale. les nuitées et la semaine anglaise.

Scieurs de Pierre Tendre. — Assemblée générale et coopérative, le dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, petite salle des Grèves, Bourse du Travail.

Le camarade Forget, trésorier de notre Fédération, apportera son concours et prendra la parole.

Cotisations jusqu'à 10 heures. Les copains sont priés d'être exacts et de faire toute diligence afin d'être présents.

Terrass